A°. 1890  N°. 3.

PUBLICATIE-BLAD.

BESLUIT,

bepalende de afkondiging van de op 20 Maart 1883 tusschen Nederland *en andere Staten te* Parijs *gesloten overeenkomst tot bescherming van den industrieelen eigendom.*

IN NAAM DES KONINGS!

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Overwegende, dat ter uitvoering van het Koninklijk Besluit van den 3n. Februari 1890 No. 27, houdende bepalingen op de handels- en fabrieksmerken, alhier afgekondigd den 20n. Maart 1890 (P. B. No. 2), het noodig is het navolgende vast te stellen.

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, besloten.

Art. 1.

Te bepalen, dat de op 20 Maart 1883 tusschen *Nederland* en andere Staten te *Parijs* gesloten overeenkomst tot bescherming van den industrieelen eigendom met slotprotocol en afzonderlijk protocol, met de vertaling dier stukken, zal worden afgekondigd, luidende zij als volgt:

Convention Internationale pour la protection de la propriété industrielle,

Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté l'Empereur du Brésil, Sa Majesté le Roi d'Espagne, le Président de la République Française, le Président de la Republique de Guatemala, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, le President de la Republique de Salvador, Sa Majesté le Roi de Serbie et le Conseil Federal de la Confédération Suisse.

Egalement animés du désir d'assurer d'un commun accord une complète et efficace protection à l'industrie et au commer-

ce des nationaux de Leurs Etats respectifs et de contribuer à la garantie des droits des inventeurs et de la loyauté des transactions commerciales, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges, M. le baron BEYENS, grand-officier de Son Ordre royal de Léopold, grand-officier de la Légion d'honneur etc. Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris.

Sa Majesté l'Empereur du Brésil, M. JULES CONSTANT comte DE VILLENEUVE, membre du conseil de Sa Majesté, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges, commandeur de l'Orde du Christ, officier de Son Ordre de la Rose, chevalier de la Légion d'honneur, etc. ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne, Son Exc. M. le duc DE FERNAN NUÑEZ, DE MONTELLANO ET DEL ARCO comte DE CERVELLON, marquis de ALMONACIR, grande d'Espagne de 1re. classe, chevalier de l'Ordre insigne de la Toison d'or, grand-croix de l'Ordre de Charles III, chevalier de Calatrava, grand-croix de la Légion d'honneur, etc., sénateur du royaume, Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Paris ;

Le Président de la Republique Française, M. PAUL CHALLEMEL-LACOUR, sénateur, Ministre des affaires étrangères ;

M. HERISSON, député, Ministre du commerce ;

M. CHARLES JAGERSCHMIDT, Ministre plénipotentiaire de 1re classe, officier de l'Ordre national de la Légion d'honneur etc, ;

Le Président de la République de Guatemala, M. CRISANTO MEDINA, officier de la Légion d'honneur etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris ;

Sa Majesté le Roi d'Italie, M. CONSTANTIN RESSMAN, commandeur de Ses Ordres des Saints Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, commandeur de la Légion d'honneur, etc. conseiller de l'ambassade d'Italie à Paris ;

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, M. le baron DE ZUYLEN DE NYEVELT, commandeur de Son Ordre du Lion Néerlandais, grand-croix de Son Ordre grand-ducal de la Couronne de chêne et du Lion d'or de Nassau, grand-officier de la Légion d'honneur, etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, M. JOSE DA SILVA MENDEZ LEAL, conseiller d'Etat, Pair du Royaume, Ministre et secrétaire d'Etat honoraire, grand-croix de l'Ordre de Saint-Jacques, chevalier de l'Ordre de la Tour et de

l'Epée de Portugal, grand-officier de la Légion d'honneur, etc. Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris;

M. FERNAND D'AZEVEDO, officier de la Légion d'honneur, etc., premier secrétaire de la légation de Portugal à Paris;

Le Président de la République de Salvador, M. TORRES CAÏCEDO, membre correspondant de l'Institut de France, grand-officier de la Légion d'honneur, etc, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris;

Sa Majesté le Roi de Serbie, M. SIMA S. MARINOVITCH, chargé d'affaires par intérim de Serbie, chevalier de l'Ordre royal de Takovo, etc, etc.

Et *le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse*, M. CHARLES EDOUARD LARDY, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris;

M. J. WEIBEL, ingénieur à Genève, président de la section Suisse de la commission permanente pour la protection de la propriété industrielle;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Les Gouvernements de la Belgique, du Brésil, de l'Espagne, de la France, du Guatemala, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, du Salvador, de la Serbie et de la Suisse sont constitués à l'état d'union pour la protection de la propriété industrielle.

Article 2.

Les sujets ou citoyens de chacun des Etats contractants jouiront, dans tous les autres Etats de l'Union, en ce qui concerne les brevets d'invention, les dessins ou modèles industriels, les marques de fabrique ou de commerce et le nom commercial, des avantages que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux. En conséquence, ils auront la même protection que ceux-ci et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, sous réserve de l'accomplissement des formalités et des conditions imposées aux nationaux par la législation intérieure de chaque Etat.

Article 3.

Sont assimilés aux sujets ou citoyens des Etats contractants les sujets ou citoyens des Etats ne faisant pas partie de l'Union qui sont domiciliés ou ont des établissements industriels ou commerciaux sur le territoire de l'un des Etats de l'Union.

Article 4.

Celui qui aura régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention, d'un dessin ou modèle industriel, d'une marque de fabrique ou de commerce, dans l'un des Etats contractants, jouira, pour effectuer le dépôt dans les autres Etats, et sous réserve des droits des tiers, d'un droit de priorité pendant les délais déterminés ci-après.

En conséquence le dépôt ultérieurement opéré dans l'un des autres Etats de l'Union avant l'expiration de ces délais ne pourra être invalidé par des faits accomplis dans l'intervalle, soit, notamment, par un autre dépôt, par la publication de l'invention ou son exploitation par un tiers, par la mise en vente d'exemplaires du dessin ou du modèle, par l'emploi de la marque.

Les délais de priorité mentionnés ci-dessus seront de six mois pour les brevets d'invention, et de trois mois pour les dessins ou modéles industriels, ainsi que pour les marques de fabrique ou de commerce. Ils seront augmentés d'un mois pour les pays d'outre-mer.

Article 5.

L'introduction par le breveté, dans le pays où le brevet a été délivré, d'objets fabriqués dans l'un ou l'autre des Etats de l'Union, n'entraînera pas la déchéance.

Toutefois le breveté restera soumis à l'obligation d'exploiter son brevet conformément aux lois du pays où il introduit les objets brevetés.

Article 6.

Toute marque de fabrique ou de commerce régulièrement déposée dans le pays d'origine sera admise au dépôt et protégée telle quelle dans tous les autres pays de l'Union.

Sera considéré comme pays d'origine le pays où le déposant a son principal établissement.

Si ce principal établissement n'est point situé dans un des pays de l'Union, sera considéré comme pays d'origine celui auquel appartient le déposant.

Le dépôt pourra être refusé, si l'objet pour lequel il est demandé est considéré comme contraire à la morale ou à ordre public.

Article 7.

La nature du produit sur lequel la marque de fabrique ou de commerce doit être apposée ne peut, dans aucun cas, faire obstacle au dépôt de la marque.

Article 8.

Le nom commercial sera protégé dans tous les pays de l'Union sans obligation de dépôt, qu'il fasse ou non partie d'une marque de fabrique ou de commerce.

Article 9.

Tout produit portant illicitement une marque de fabrique ou de commerce, ou un nom commercial, pourra être saisi à l'importation dans ceux des Etats de l'Union dans lesquels cette marque ou ce nom commercial ont droit à la protection légale.

La saisie aura lieu à la requête soit du ministère public, soit de la partie intéressée, comformément à la législation intérieure de chaque Etat.

Article 10.

Les dispositions de l'article précédent seront applicables à tout produit portant faussement, comme indication de provenance, le nom d'une localité déterminée, lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse.

Est réputé partie intéressée tout fabricant ou commerçant engagé dans la fabrication ou le commerce de ce produit, et établi dans la localité faussement indiquée comme provenance.

Article 11.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à accorder une protection temporaire aux inventions brevetables, aux dessins ou modèles industriels, ainsi qu'aux marques de fabrique ou de commerce, pour les produits qui figureront aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues.

Article 12.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à établir un service spécial de la propriété industrielle et un depôt central, pour la communication au public des brevets d'invention, des dessins ou modèles industriels et des marques de fabrique ou de commerce.

Article 13.

Un office international sera organisé sous le titre de *Bureau international de l'Union pour la protection de la propriéte industrielle.*

Ce Bureau, dont les frais seront supportés par les administrations de tous les Etats contractants, sera placé sous la haute autorité de l'Administration supérieure de la Confédération Suisse, et fonctionnerra sous sa surveillance. Les attributions en seront déterminées d'un commun accord entre les Etats de l'Union.

Article 14.

La présente convention sera soumise à des revisions périodiques en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

A cet effet, des conférences auront lieu successivement, dans l'un des Etats contractants, entre les délégués des dits Etats.

La prochaine réunion aura lieu en 1885, à Rome.

Article 15.

Il est entendu que les Hautes Parties contractantes se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entre elles, des arrangements particuliers pour la protection de la propriété industrielle, en tant que ces arrangements ne contreviendraient point aux dispositions de la présente convention.

Article 16.

Les Etats qui n'ont point pris part à la présente convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération Suisse, et par celui-ci à tous les autres.

Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente convention.

Article 17.

L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de celles des Hautes Parties contractantes qui sont tenues d'en provoquer l'application, ce qu'elles s'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

Article 18.

La présente convention sera mise à exécution dans le délai d'un mois à partir de l'échange des ratifications et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite.

Cette dénonciation sera adressée au Gouvernement chargé de recevoir les adhésions. Elle ne produira son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura faite, la convention restant exécutoire pour les autres Parties contractantes.

Article 19.

La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai d'un an au plus tard.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 20 Mars 1883.

(*L. S.*) (*Signé*) BEYENS.
" " VILLENEUVE.
" " duc DE FERNAN-NUÑEZ.
" " P. CHALLEMEL-LACOUR.
" " CH. HÉRISSON.
" " CH. JAGERSCHMIDT.
" " CRISANTO MEDINA.
" " RESSMAN.
" " baron DE ZUYLEN DE NYEVELT.
" " JOSÉ DA SILVA MENDEZ LEAL.
" " F. D'AZEVEDO.
" " J. M. TORRES CAÏCEDO.
" " SIMA M. MARINOVITCH.
" " LARDY.
" " J. WEIBEL.

Protocole de Clôture.

Aù moment de procéder à là signature de la convention conclue, à la date de ce jour, entre les Gouvernements de la Belgique, du Brésil, de l'Espagne, de la France, du Guatemala, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, du Salvador, de la Serbie, et de la Suisse, pour la protection de la propriété industrielle, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

1°. Les mots *Propriété industrielle* doivent être entendus dans leur acception la plus large, en ce sens qu'ils s'appliquent non seulement aux produits de l'industrie proprement dite, mais également aux produits de l'agriculture (vins, grains, fruits, bestiaux, etc.) et aux produits minéraux livrés au commerce (eaux minerales, etc.)

2°. Sous le nom de *Brevets d'invention* sont comprises les diverses espèces de brevets industriels admises par les législations des Etats contractants, telles que brevets d'importation, brevets de perfectionnement, etc.

3°. Il est entendu que la disposition finale de l'article 2 de la convention ne porte aucune atteinte à la législation de chacun des Etats contractants, en ce qui concerne la procédure suivie devant les tribunaux et la compétence de ces tribunaux.

4°. Le paragraphe 1er de l'article 6 doit être entendu en ce sens qu'aucune marque de fabrique ou de commerce ne pourra être exclue de la protection dans l'un des Etats de l'Union par le fait seul qu'elle ne satisferait pas, au point de vue des signes qui la composent, aux conditions de la législation de cet Etat, pourvu qu'elle satisfasse, sur ce point, à la législation du pays d'origine et qu'elle ait été, dans ce dernier pays, l'objet d'un depôt régulier. Sauf cette exception, qui ne concerne que la forme de la marque, et sous réserve des dispositions des autres articles de la convention, la législation intérieure de chacun des Etats recevra son application.

Pour éviter toute fausse interprétation, il est entendu que l'usage des armoiries publiques et des décorations peut être considéré comme contraire à l'ordre public, dans le sens du paragraphe final de l'article 6.

5°. L'organisation du service spécial de la propriété indus-trielle mentionné à l'article 12 comprendra, autant que possi-ble, la publication, dans chaque Etat, d'une feuille officielle périodique.

6°. Les frais communs du Bureau international institué par l'article 13 ne pourront, en aucun cas, dépasser, par année, une somme totale représentant une moyenne de 2000 francs par chaque Etat contractant.

Pour déterminer la part contributive de chacun des Etats dans cette somme totale des frais, les Etats contractants et ceux qui adhéreraient ultérieurement à l'Union seront divisés en six classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

1re classe	25	unités ;
2me „	20	„
3me „	15	„
4me „	10	„
5me „	5	„
6me „	2	„

Ces coefficients seront multipliés par le nombre des Etats de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournira le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donnera le montant de l'unité de dépense.

Les Etats contractants sont classés ainsi qu'il suit, en vue de la répartition des frais :

1re classe	France, Italie ;
2me „	Espagne ;
3me „	Belgique, Brésil ; Portugal, Suisse ;
4me „	Pays-Bas ;
5me „	Serbie ;
6me „	Guatemala, Salvador ;

L'administration Suisse surveillera les dépenses du Bureau international, fera les avances nécessaires et établira le compte annuel, qui sera communiqué à toutes les autres administrations.

Le Bureau international centralisera les renseignements de toute nature relatifs à la protection de la propriété industrielle et les réunira en une statistique générale qui sera distribuée à toutes les administrations. Il procédera aux études d'utilité commune intéressant l'Union et rédigera, à l'aide des documents qui seront mis à sa disposition par les diverses administrations, une feuille périodique, en langue française, sur les questions concernant l'objet de l'Union.

Les numéros de cette feuille, de même que tous les documents publiés par le Bureau international, seront répartis entre les administrations des États de l'Union, dans la proportion du nombre des unités contributives ci-dessus mentionnées. Les exemplaires et documents supplémentaires qui seraient réclamés, soit par les dites administrations, soit par des sociétés ou des particuliers, seront payés à part.

Le Bureau international devra se tenir en tout temps à la disposition des membres de l'Union, pour leur fournir, sur les questions relatives au service international de la propriété industrielle, les renseignements spéciaux, dont ils pourraient avoir besoin.

L'administration du pays où doit siéger la prochaine conférence préparera, avec le concours du Bureau international, les travaux de cette conférence.

Le directeur du Bureau international assistera aux séances des conférences et prendra part aux discussions sans voix délibérative. Il fera, sur sa gestion, un rapport annuel qui sera communiqué à tous les membres de l'Union.

La langue officielle du Bureau international sera la langue française.

7°. Le présent Protocole de clôture, qui sera ratifié en même temps que la convention conclue à la date de ce jour, sera considéré comme faisant partie intégrante de cette convention, et aura mêmes force, valeur et durée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés, ont dressé le présent Protocole.

(*Signé*) BEYENS.
" VILLENEUVE.
" duc DE FERNAN-NUÑEZ.
" P. CHALLEMEL-LACOUR.
" CH. HÉRISSON.
" CH. JAGERSCHMIDT.
" CRISAFTO MEDEIA.
" RESSMAN.
" baron DE ZUYLEN DE NYEVELT.
" JOSÉ DA SILVA MENDES LEAL.
" F. D'AZEVEDO.
" J. M. TORRES CAÏCEDO.
" SIMA M. MARINOVITCH.
" LARDY.
" J. WEIBEL.

VERTALING.

Internationale overeenkomst tot bescherming van den industrieelen eigendom.

Zijne Majesteit de Koning der Belgen, Zijne Majesteit de Keizer van Brazilië, Zijne Majesteit de Koning van Spanje, de President der Fransche Republiek, de President der Republiek Guatemala, Zine Majesteit de Koning van Italië, Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden, Zijne Majesteit de Koning van Portugal en Algarvië, de President der Republiek Salvador, Zijne Majesteit de Koning van Servië en de Bondsraad van den Zwitserschen Bond.

Gelijkelijk bezield met den wensch om, in gemeen overleg, eene volledige en doeltreffende bescherming aan de nijverheid en den handel der nationalen Hunner wederzijdsche Staten te verzekeren en om bij te dragen tot het waarborgen van de rechten der uitvinders en van de goede trouw der handelsovereenkomsten, hebben besloten te dien einde eene overeenkomst te sluiten en tot Hunne gevolmachtigden benoemd, te weten:

Zijne Majesteit de Koning der Belgen, den Heer baron BEYENS, groot-officier van Hoogstdeszelfs Koninklijke orde van Leopold, groot-officier van het Legioen van eer, enz., Hoogstdeszelfs buitengewoon gezant en gevolmachtigd minister te Parijs;

Zijne Majesteit de Keizer van Brazilië, den heer JULES CONSTANT graaf VAN VILLENEUVE, lid van den raad van Zijne Majesteit, Hoogstdeszelfs buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen, commandeur der Christusorde, officier van Hoogstdeszelfs orde van de Roos, ridder van het Legioen van eer, enz.;

Zijne Majesteit de Koning van Spanje, Zijne Excell. den hertog VAN FERNAN-NUÑEZ, MONTELLANO EN DEL ARCO, graaf VAN CERVELLON, markies van ALMONACIR, grande van Spanje der eerste klasse, ridder der roemruchtige orde van het Gulden Vlies, grootkruis der orde van Karel III, ridder van Calatrava, grootkruis van het Legioen van eer, enz., senator van het Koninkrijk, Hoogstdeszelfs buitengewoon en gevolmachtigd ambassadeur;

De President der Fransche Republiek, den heer PAUL CHALLEMEL-LACOUR, senator, Minister van Buitenlandsche Zaken;

den heer HÉRISSON, afgevaardigde, Minister van Koophandel;

den heer CHARLES JAGERSCHMIDT, gevolmachtigd minister der 1ste klasse, officier der nationale orde van het Legioen van eer;

De President der Republiek Guatemala, den heer CRISANTO MEDINA, officier van het Legioen van eer, enz., zijn buitengewoon gezant en gevolmachtigd minister te Parijs;

Zijne Majesteit de Koning van Italië, den heer CONSTANTIN RESMANN, commandeur van Hoogstdeszelfs orden van de Heiligen Mauritius en Lazarus en van de Kroon van Italië, commandeur van het Legioen van eer, enz., raad der Italiaansche ambassade te Parijs;

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden, den heer baron VAN ZUYLEN VAN NYEVELT, commandeur van Hoogstdeszelfs orde van den Nederlandschen Leeuw, grootkruis van Hoogstdeszelfs Groothertogelijke orden van de Eikenkroon en van den Gouden Leeuw van Nassau, groot-officier van het Legioen van eer, enz., Hoogstdeszelfs buitengewoon gezant en gevolmachtigd minister te Parijs;

Zijne Majesteit de Koning van Portugal en Algarvië, den heer JOSÉ DA SILVA MENDES LEAL, Staatsraad, pair van het Koninkrijk, Minister en secretaris van Staat honorair, grootkruis der orde van den Heiligen Jacobus, ridder der orde van den Toren en het Zwaard van Portugal, grootofficier van het Legioen van eer, enz., Hoogstdeszelfs buitengewoon gezant en gevolmachtigd minister te Parijs;

den heer FERNAND D'AZEVEDO, officier van het Legioen van eer, enz., eerste secretaris van het gezantschap van Portugal te Parijs;

De President der Republiek Salvador, den heer TORRES CAÏCEDO, correspondeerend lid van het "Institut de France", grootofficier van het Legioen van eer, zijn buitengewoon gezant en gevolmachtigd minister te Parijs;

Zijne Majesteit de Koning van Servië, den heer SIMA S. MARINOVITCH, tijdelijk zaakgelastigde van Servië, ridder der Koninklijke orde van Takovo enz., enz.;

en *De Bondsraad van den Zwitserschen Bond*, den heer CHARLES EDOUARD LARDY, zijn buitengewoon gezant en gevolmachtigd minister te Parijs;

den heer J. WEIBEL, ingenieur te Genève, voorzitter der Zwitsersche afdeeling van de permanente commissie ter bescherming van den industrieelen eigendom;

dewelke, na onderlinge mededeeling hunner in goeden en behoorlijken vorm bevonden wederzijdsche volmachten, omtrent de navolgende bepalingen zijn overeengekomen:

Artikel 1.

De Regeeringen van België, Brazilië, Spanje, Frankrijk, Guatemala, Italië, Nederland, Portugal, Salvador, Servië en Zwitserland, vormen eene vereeniging ter bescherming van den industrieelen eigendom.

Artikel 2.

De onderdanen of burgers van elke der contracteerende Staten zullen in al de andere Staten der Vereeniging, ten opzichte der octrooien van uitvinding, de nijverheidsteekeningen of modellen, de fabrieks- of handelsmerken en den handelsnaam, de voordeelen genieten, welke de wederzijdsche wetten thans aan de nationalen toekennen of in het vervolg zullen toekennen. Dientengevolge zullen zij dezelfde bescherming als deze en hetzelfde wettelijk verhaal tegen elke inbreuk op hunne rechten hebben, mits zij de formaliteiten en voorwaarden nakomen, die bij de binnenlandsche wetgeving van iederen Staat aan de nationalen zijn opgelegd.

Artikel 3.

Met de onderdanen of burgers der contracteerende Staten worden gelijkgesteld de onderdanen of burgers der niet tot de Vereeniging behoorende Staten, die gevestigd zijn of inrichtingen van nijverheid of handel bezitten op het grondgebied van een der Staten der Vereeniging.

Artikel 4.

Hij, die op regelmatige wijze, hetzij eene aanvrage om octrooi van uitvinding, hetzij eene teekening of een model van nijverheid, hetzij een fabrieks- of handelsmerk in een der contracteerende Staten heeft gedeponeerd, zal, om dat depot in de andere Staten te bewerkstelligen, onder voorbehoud der rechten van derden, gedurende de na te melden termijnen, den voorrang hebben. Dientengevolge zal het, vóór ommekomst dier termijnen, in een der andere Staten der Vereeniging nader gedane depot niet krachteloos kunnen gemaakt worden door feiten, die inmiddels hebben plaats gehad, met name door een ander depot, door de bekendmaking der uitvinding of het gebruik dat daarvan door een derde gemaakt is, door het ten verkoop aanbieden van exemplaren der teekening of van het model, door gebruik van het merk.

De hiervoor gemelde termijnen van voorrang zullen zijn zes maanden voor de octrooien van uitvinding, en drie maanden voor de teekeningen of modellen van nijverheid, alsmede voor de fabrieks- of handelsmerken. Zij zullen voor de overzeesche landen met een maand verlengd worden.

Artikel 5.

De invoering door den octrooihouder, in het land waar het octrooi verleend is, van voorwerpen die in het een of het ander der Staten van de Vereeniging vervaardigd zijn, zal het octrooi niet doen vervallen.

De octrooihouder zal evenwel verplicht blijven om van zijn octrooi gebruik te maken overeenkomstig de wetten van het land, waar hij de geoctrooieerde voorwerpen invoert.

Artikel 6.

Elk fabrieks- of handelsmerk, dat in het land van oorsprong regelmatig gedeponeerd is, zal in al de andere Staten der Vereeniging tot het depot toegelaten en zooals het is, beschermd worden.

Als land van oorsprong zal beschouwd worden het land waar de inzender zijne voornaamste inrichting heeft.

Indien die voornaamste inrichting niet in een der landen van de Vereeniging gevestigd is, zal het land, waartoe de inzender behoort, als land van oorsprong beschouwd worden.

Het depot zal geweigerd kunnen worden, indien het voorwerp waarvoor het gevraagd is, strijdig geacht wordt met de zedelijkheid of de openbare orde.

Artikel 7.

De aard van het voortbrengsel, waarop het fabrieks- of handelsmerk geplaatst moeten worden, kan in geen geval een beletsel tegen het depot van het merk opleveren.

Artikel 8.

De handelsnaam zal in alle landen der Vereeniging, zonder verplichting van depot, beschermd worden, hetzij die naam al dan niet deel uitmake van een fabrieks- of handelsmerk.

Artikel 9.

Elk voortbrengsel dat onrechtmatig van een fabrieks- of handelsmerk of van een handelsnaam voorzien is, zal in beslag genomen kunnen worden bij den invoer in die Staten der Vereeniging, waar dat merk of die naam aanspraak hebben op bescherming bij de wet.

De inbeslagneming zal plaats hebben ten verzoeke òf van het openbaar ministerie òf van de belanghebbende partij, overeenkomstig de binnenlandsche wetgeving van iederen Staat.

Artikel 10.

De bepalingen van het voorgaand artikel zullen toepasselijk zijn op elk voortbrengsel dat valschelijk, ter aanduiding van herkomst, den naam van eene bepaalde plaats draagt, wanneer die aanduiding vergezeld gaat van een handelsnaam, die verdicht of met eene bedriegelijke bedoeling aan een ander ontleend is.

Als belanghebbende partij wordt beschouwd elk fabrikant of koopman die zich met de bewerking of den handel van dat voortbrengsel bezig houdt en gevestigd is in de plaats, welke valschelijk als plaats van herkomst is opgegeven.

Artikel 11.

De Hooge contracteerende Partijen verbinden zich aan de voor octrooi vatbare uitvindingen, de teekeningen of modellen van nijverheid, en de fabrieks- of handelsmerken, die betrekking hebben op de voortbrengselen, welke op de officieele of officieel erkende internationale tentoonstellingen zullen voorkomen, eene tijdelijke bescherming te verleenen.

Artikel 12.

Ieder der Hooge contracteerende Partijen verbindt zich om een bijzonderen dienst van den industrieelen eigendom en eene centrale bewaarplaats in te richten, ten einde openbare mededeeling te doen van de octrooien van uitvinding, de teekeningen of modellen van nijverheid en de fabrieks- of handelsmerken.

Artikel 13.

Er zal een internationaal bureau worden ingericht, onder den naam van Internationaal Bureau der Vereeniging ter bescherming van den industrieelen eigendom.

Dat bureau, waarvan de kosten door de administratiën van alle contracteerende Staten gedragen zullen worden, zal geplaatst worden onder het hooge gezag der opperadministratie van den Zwitserschen Bond en onder haar toezicht werken. De werkkring van dat bureau zal bij gemeen overleg tusschen de Staten der Vereeniging geregeld worden.

Artikel 14.

De tegenwoordige overeenkomst zal aan geregelde herzieningen onderworpen worden, ten einde de verbeteringen te ondergaan geschikt om het stelsel der Vereeniging te volmaken.

Te dien einde zullen achtereenvolgens in een der contracteerende Staten bijeenkomsten van de afgevaardigden dier Staten plaats hebben.

De eerstvolgende samenkomst zal in 1885 te Rome worden gehouden.

Artikel 15

Er is overeengekomen, dat de Hooge contracteerende Partijen zich wederkeerig het recht voorbehouden om onderling, afzonderlijk, schikkingen te treffen ter bescherming van den industrieelen eigendom, in zoover namelijk als die schikkingen niet in strijd zijn met de bepalingen der tegenwoordige overeenkomst.

Artikel 16.

De Staten, die aan de tegenwoordige overeenkomst geen

deel hebben genomen, zullen, op hun verzoek, worden toegelaten om zich daarbij aan te sluiten.

Die aansluiting zal langs diplomatieken weg ter kennis der Regeering van den Zwitserschen Bond en door dezen ter kennis van alle andere Regeeringen worden gebracht.

Zij sluit ten volle in zich toetreding tot alle voorwaarden en toelating tot alle voordeelen bij deze overeenkomst bedongen.

Artikel 17.

De uitvoering der wederkeerige verbintenissen in de tegenwoordige overeenkomst vervat, is, voor zooveel noodig, ondergeschikt aan de vervulling der formaliteiten en regelen vastgesteld door de Staatswetten van die Hooge contracteerende Partijen, welke gehouden zijn de toepassing daarvan uit te lokken, hetgeen zij binnen den kortst mogelijken tijd beloven te doen.

Artikel 18.

De tegenwoordige overeenkomst zal binnen eene maand na de uitwisseling der akten van bekrachtiging ten uitvoer worden gelegd en van kracht blijven gedurende een onbepaalden tijd tot aan het verloop van een jaar na den dag, waarop zij zal zijn opgezegd.

Die opzegging zal gericht worden tot de Regeering die belast is met het aannemen der toetredingen. Zij zal alleen werken met betrekking tot den Staat die haar zal hebben gedaan, terwijl de overeenkomst voor de andere contracteerende partijen verbindend blijft.

Artikel 19.

De tegenwoordige overeenkomst zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging zullen te Parijs, binnen uiterlijk een jaar, worden uitgewisseld.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche gevolmachtigden haar geteekend en daarop hun zegel gesteld hebben.

Gedaan te Parijs, den 20 Maart 1883.

(*was get.*) BEYENS.
„ VILLENEUVE.
„ DUC DE FERNAN-NUÑEZ.
„ P. CHALLEMEL-LACOUR.
„ CH. HÉRISSON.
„ CH. JAGERSCHMIDT.
„ CRISANTO MEDINA.
„ RESSMAN.
„ baron VAN ZUYLEN VAN NYEVELT.
„ JOSÉ DA SILVA MENDES LEAL.
„ F. D'ACEVEDO.
„ J. M. TORRES CAÏCEDO.
„ SIMA M. MARINOVITCH.
„ LARDY.
„ J. WEIBEL.

Slotprotocol.

Op het oogenblik dat wordt overgegaan tot onderteekening der overeenkomst heden ten dage, tusschen de regeeringen van België, Brazilië, Spanje, Frankrijk, Guatemala, Italië, Nederland, Portugal, Salvador, Servië en Zwitserland, ter bescherming van den industrieelen eigendom, gesloten, zijn de ondergeteekende gevolmachtigden overeengekomen als volgt:

1°. De woorden *industrieele eigendom* moeten in hunne ruimste beteekenis worden verstaan, in dien zin namelijk, dat zij betrekking hebben, niet alleen op de voortbrengselen der eigenlijk gezegde nijverheid, maar evenzeer op de voortbrengselen van den landbouw (wijnen, granen, vruchten, vee, enz.) en op de minerale voortbrengselen, die in den handel zijn (minerale wateren, enz.).

2°. Onder de benaming *octrooien van uitvinding* zijn begrepen de verschillende soorten van nijverheidsoctrooien, die in de wetgeving der contracteerende Staten erkend zijn, zooals octrooien van invoer, octrooien van verbetering, enz.

3°. Er is bepaald, dat de slotbepaling van artikel 2 der overeenkomst geenerlei afbreuk doet aan de wetgeving van elk der contracteerende Staten, wat betreft de rechtspleging, die voor de rechterlijke colleges gevolgd wordt en de bevoegdheid dier colleges.

4°. De eerste paragraaf van art. 6 moet in dien zin worden verstaan, dat geen fabrieks- of handelsmerk van de bescherming in een der Staten van de Vereeniging uitgesloten zal kunnen worden, wegens het enkele feit dat het, ten aanzien der teekenen, waaruit het bestaat, niet aan de voorwaarden der wetgeving van dien Staat mocht voldoen, mits het in dat opzicht aan de wetgeving van het land van oorsprong voldoe en in dat land behoorlijk gedeponeerd zij. Behoudens die uitzondering, welke alleen den vorm van het merk betreft, en onder voorbehoud van de bepalingen der overige artikelen van de overeenkomst, zal de binnenlandsche wetgeving van elk der Staten worden toegepast.

Ten einde elke verkeerde uitlegging te voorkomen, is bepaald dat het gebruik der openbare wapens en ridderorden beschouwd kan worden als strijdig met de openbare orde, in den zin der laatste paragraaf van art. 6.

5°. De inrichting van den bijzonderen dienst van den industrieelen eigendom, vermeld in art. 12, zal, zooveel moge-

lijk, in zich sluiten de uitgave, in iederen Staat, van een regelmatig verschijnend officieel blad.

6°. De gemeenschappelijke onkosten van het Internationaal Bureau, door art. 13 ingesteld, zullen in geen geval jaarlijks een som te boven kunnen gaan, die gemiddeld 2000 frs. voor elken contracteerenden Staat bedraagt.

Ten einde het aandeel van elk der Staten in dat totaal der onkosten te bepalen, zullen de contracteerende Staten en die, welke zich nader bij de Vereeniging mochten aansluiten, verdeeld worden in 6 klassen, die ieder in evenredigheid van een zeker aantal eenheden bijdragen, te weten:

1ste klasse	....	25 eenheden;
2de „	....	20 „
3de „	....	15 „
4de „	....	10 „
5de „	....	5 „
6de „	....	3 „

Die coëfficiënten zullen vermenigvuldigd worden met het getal Staten van iedere klasse, en de som der aldus verkregen producten zal het getal eenheden opleveren, waardoor het totaal der onkosten gedeeld moet worden.

De uitkomst zal het bedrag der eenheid van kosten uitmaken.

De contracteerende Staten worden, met het oog op de verdeeling der kosten, gerangschikt als volgt:

1ste klasse	......	Frankrijk, Italië;
2de „	......	Spanje;
3de „	......	België, Brazilië, Portugal, Zwitserland;
4de „	......	Nederland;
5de „	......	Servië;
6de „	......	Guatemala, Salvador.

De Zwitsersche administratie zal op de uitgaven van het Internationaal Bureau toezien, de noodige voorschotten doen en de jaarlijksche rekening opmaken, die aan alle andere administratiën medegedeeld zal worden.

Het internationaal Bureau zal alle berichten betreffende de bescherming van den industrieelen eigendom verzamelen en in eene algemeene statistiek vereenigen, die aan alle administratiën zal worden rondgedeeld. Het zal de studiën van gemeenschappelijk nut, die voor de Vereeniging van belang zijn, ondernemen en, met behulp der bescheiden welke door de verschillende administratiën te zijner beschikking gesteld zullen worden, een regelmatig, verschijnend blad, in de Fransche taal, opstellen, betreffende de vragen, die het doel der Vereeniging raken.

De nummers van dit blad zullen, evenzeer als alle beschei-

den, die door het Internationaal Bureau worden uitgegeven, tusschen de administratiën der tot de Vereeniging behoorende Staten verdeeld worden, naar evenredigheid van het aantal der bovengemelde eenheden. De exemplaren en bescheiden, welke boven dat getal door bedoelde administratiën, door maatschappijen of bijzondere personen gevraagd mochten worden, zullen afzonderlijk worden betaald.

Het Internationaal Bureau zal zich ten allen tijde ter beschikking van de leden der Vereeniging moeten houden, ten einde hun, met opzicht tot de vragen, betreffende den internationalen dienst van den industrieelen eigendom, de bijzondere inlichtingen te geven, welke zij noodig zouden kunnen hebben.

De administratie van het land, waar de eerstvolgende conferentie moet bijeenkomen zal, met behulp van het Internationaal Bureau, het werk dier conferentie voorbereiden.

De directeur van het Internationaal Bureau zal de zittingen der conferentiën bijwonen en aan de beraadslagingen deelnemen zonder beslissende stem. Hij zal omtrent zijn beheer een jaarlijksch verslag uitbrengen, dat aan al de leden der Vereeniging zal worden medegedeeld.

De officieele taal van het Internationaal Bureau zal het Fransch zijn.

7°. Het tegenwoordig slotprotocol, dat op denzelfden tijd als de heden ten dage gesloten overeenkomst bekrachtigd zal worden, zal beschouwd worden een onafscheidelijk deel dier overeenkomst uit te maken, en dezelfde kracht, waarde en duur bezitten.

Ten blijke waarvan de ondergeteekende gevolmachtigden dit protocol hebben opgemaakt.

(*was get.*) BEYENS.
" VILLENEUVE.
" DUC DE FERNAN-NUÑEZ.
" P. CHALLEMEL-LACOUR.
" CH. HÉRISSON.
" CH. JAGERSCHMIDT.
" CRISANTO MEDINA.
" RESSMAN.
" baron VAN ZUYLEN VAN NYEVELT.
" JOSÉ DA SILVA MENDES LEAL.
" F. D'AZEVEDO.
" J. M. TORRES-CAÏCEDO.
" SIMA M. MARINOVITCH.
" LARDY.
" J. WEIBEL.

PROTOCOLE.

Au moment de procéder à la signature de procès-verbal constatant le dépôt des actes de ratification et des actes d'accession, délivrés par les Hautes Puissances signataires de la convention en date du 20 Mars 1883, constituant une union internationale pour la propriété industrielle ;

M. le Ministre des Pays-Bas et M. le Ministre de la Confédération Suisse ont renouvelé les déclarations précédemment émises par les délégués de leurs Gouvernements repectifs et consignées dans les procès-verbaux des conférences de 1880 et 1883, savoir :

"que les brevets d'invention n'étant pas encore protégés dans ces deux pays, leurs Gouvernements ne seront en mesure de se conformer à l'engagement contenu dans l'article 11, au sujet de la protection temporaire à accorder aux inventions brèvetables, pour les produits qui figureront aux expositions internationales avant que la matière n'ait été ultérieurement réglée, à titre général par une loi".

Les soussignés, représentants des autres Puissances contractantes, ont déclaré donner acte de cette déclaration.

Fait à Paris, le 6 Juin 1884.

(*Signé*) baron DE ZUYLEN DE NYEVELT.
" JULES FERRY.
" BEIJENS.
" baron D'ITAJUBA,
" MANUEL SILVELA.
" CRISANTO MEDINA.
" L. F. MENABREA.
" F. D'AZEVEDO.
" J. M. TORRES CAÏCEDO.
" I. MARINOVITCH.
" LARDY.

VERTALING.

PROTOCOL.

Bij de onderteekening van het proces-verbaal van nederlegging der acten van bekrachtiging en van toetreding, afgegeven door de Hooge Mogendheden die de overeenkomst van 20 Maart 1883, tot vestiging eener internationale vereeniging ter bescherming van den industrieelen eigendom, hebben geteekend ;

hebben de Gezant der Nederlanden en de Gezant van den

Zwitserschen Bond de verklaringen hernieuwd, te voren door de afgevaardigden hunner wederzijdsche Regeeringen afgelegd en opgenomen in de processen.verbaal der conferentiën van 1880 en 1883, te weten:

"dat, aangezien de octrooien van uitvinding in die beide landen nog niet beschermd worden, hunne Regeeringen niet bij machte zullen zijn zich te gedragen aan de verbintenis in art. 11 vervat, ten aanzien der tijdelijke bescherming aan de voor octrooi vatbare uitvindingen te verleenen, ten opzichte der voortbrengselen, die op internationale tentoonstellingen zullen worden uitgestald, vóór dat het onderwerp nader, in het algemeen bij eene wet zal zijn geregeld."

De ondergeteekenden, vertegenwoordigers der andere contracteerende Mogendheden, hebben verklaard akte te geven van opgemelde verklaring.

Gegeven te Parijs, den 6den Juni 1884.

(*was get.*) baron VAN ZUYLEN VAN NYEVELT.
" JULES FERRY.
" BEIJENS.
" baron D'ITAJUBA.
" MANUEL SILVELA.
" CRISANTO MEDINA.
" L. F. MENABREA.
" F. D'AZEVEDO.
" J. M. TORRES CAÏCEDO.
" I. MARINOVITCH.
" LARDY.

Art. 2.

Dit besluit treedt in werking te gelijk met het Koninklijk besluit van den 3n. Februari 1890 No. 27, alhier afgekondigd den 20 Maart 1890 (P. B. No. 2).

Gegeven te Willemstad, den 28n. Maart 1890.
N. VAN DEN BRANDHOF.
De Gouvernements Secretaris,
HELLMUND.

Uitgegeven den 29n. Maart 1890.
De Gouvernements Secretaris.
HELLMUND.